

des classes moyennes et supérieures, en ce qu'elles recherchent sur un mode individualiste un accomplissement personnel par le travail. Celui-ci forge chez elles de nouvelles dispositions au « souci de soi » et à l'émancipation de la sphère domestique. Si l'on perçoit bien la force des antagonismes qui traversent les aides à domicile, on se demande parfois dans quelle mesure des passerelles et des zones de flou n'existent pas entre les deux groupes, qui gagneraient peut-être à être présentés comme des idéaux-types. Certaines enquêtées « promues » ont ainsi un positionnement plus proche de celui des « déclassées autochtones » que des « déclassées mobiles » ; certaines femmes du second groupe se laissent stratégiquement percevoir comme dominées dans la sphère domestique pour conserver le soutien de l'encadrement, tandis que d'autres du premier se plaisent au contraire à mettre en scène une autonomie domestique. L'ouvrage de Christelle Avril apporte une contribution décisive, tout en recelant nombre de paradoxes subtilement éclairés, qui en rendent la lecture passionnante.

Gabrielle Schütz

Professions, institutions, temporalités (PRINTEMPS), UMR 8085 CNRS– Université de Versailles Saint-Quentin en Yvelines, 47, Boulevard Vauban, 78047 Guyancourt Cedex, France
Adresse e-mail : gabrielle.schutz@uvsq.fr

Disponible sur Internet le 17 juillet 2015

<http://dx.doi.org/10.1016/j.soctra.2015.06.020>

Des âgés en AG. Sociologie des organisations de défense des retraités, A. Lambelet. Éditions Antipodes, Lausanne (2014). 320 pp.

Ce livre est la version retravaillée de la thèse de doctorat soutenue en 2010 aux universités de Lausanne et Paris I par Alexandre Lambelet, actuellement Professeur à la Haute école de travail social de Lausanne. Il vient d'abord combler un certain vide éditorial sur les organisations de défense des retraités, à l'exception de l'ouvrage de Jean-Philippe Viriot Durandal (2003) et des travaux nord-américains qui ont en commun d'aborder la question sous l'angle du lobbying des personnes âgées. L'auteur, à l'inverse, entend articuler, sur le cas des associations suisses, une approche organisationnelle attentive aux effets qu'y exercent les politiques sociales et relations avec les partenaires publics, et une approche microsociologique sur l'engagement de leurs membres et sur leurs pratiques. Cette ambition le conduit à croiser des disciplines et sous-disciplines trop souvent ou trop longtemps séparées comme la sociologie de l'engagement, des groupes d'intérêt et des politiques publiques, la construction sociale des problèmes publics ou encore, quoique de façon moindre, la sociologie de la vieillesse et les études sur la socialisation, aussi prolixes sur l'enfance qu'elles sont muettes sur le troisième âge. A. Lambelet mobilise pour ce faire un matériau riche et diversifié alliant l'analyse des archives des groupements de retraités à une trentaine d'entretiens et à l'observation ethnographique des pratiques collectives dont il est spécialiste. Ces matériaux sont successivement déployés dans les trois parties composant le livre.

La première présente de façon chronologique la construction institutionnelle des différents groupes de défense des retraités qui s'avère largement conditionnée par les politiques sociales de l'État suisse. Cette histoire est scandée en trois temps qui, chacun, voit l'émergence d'une des organisations étudiées par A. Lambelet. De 1917 à 1948, date de création de l'assurance-vieillesse, domine une politique assistancielle incarnée par la fondation de droit privé Pro

Senectute, véritable administration para-étatique. La période 1948-1980 est celle de la lutte politique autour du niveau des rentes, portée par la première organisation de retraités (et non pas pour les retraités comme la précédente), l'Association des vieillards, invalides, veuves et orphelins (AVIVO). La mobilisation s'est depuis lors déplacée sur le terrain de la participation, avec la création de nouveaux groupements comme la Fédération suisse des retraités (FSR) et l'Association suisse des aînés (ASA), et une dynamique de rassemblement, encouragée par l'État, dans deux organisations faitières (l'ASA et la FARES, Fédération des associations de retraités et d'entraide en Suisse) représentées dans le Conseil suisse des aînés (CSA), un organe consultatif pour les questions liées à la vieillesse mis en place au niveau fédéral en 2001.

La deuxième partie de l'ouvrage s'attache aux logiques d'engagement dans le militantisme retraité, au nombre de cinq : un « engagement expert » permettant de valoriser des compétences acquises en particulier dans l'univers professionnel pour des individus à la trajectoire sociale ascendante ; un « engagement continu en terrain connu », prolongeant une longue carrière militante au niveau syndical ou partisan ; un « engagement politique émotionnel et différé » qui renoue avec une tradition familiale interrompue durant la vie active faute de temps ; un engagement vécu comme un don, une mise au service des autres pour « exister » et rester actif, que l'auteur qualifie de « proprement bénévole » et désintéressée ; un engagement comme strict bénéficiaire pour entretenir des sociabilités et partager des activités, qui est le fait d'individus se disant peu compétents politiquement. Se dessine en creux une figure-repoussoir, celle des « tamalous »¹, les « vieux », les retraités désœuvrés « qui s'écourent trop » mais n'agissent pas. On voit également l'extrême hétérogénéité des rangs militants, de leurs motivations et profils — les trois premiers plutôt présents au niveau national, les deux derniers au niveau local —, au principe des tensions traversant les organisations sur les parts respectives de la lutte politique et des activités récréatives qu'elles prennent en charge.

Ces tensions s'incarnent dans la troisième partie restituant l'observation ethnographique de différents moments d'interaction — fête de Noël, journée d'étude, assemblées de délégués et assemblées générales (AG), pas aussi nombreuses que le titre en jeu de mots de l'ouvrage ne le suggère — qui sont autant de mises en scène des groupes. S'inspirant de la « théâtrocratie » de Georges Balandier, l'auteur, après une quinzaine de pages de descriptions serrées (jusqu'au menu servi au repas de Noël !) et quelquefois savoureuses, nous donne à voir les différentes identités déployées par les organisations (avec un symbolisme populaire à l'AVIVO, experte à la FARES et au CSA) et leurs rapports au politique. Il conclut que « c'est l'absence de rôles offerts aux militants âgés » dans les structures partisanes et syndicales « qui permet de comprendre le développement des groupements de défense des retraités » (p. 284).

Ambitieux et fort riche, ce livre a aussi les défauts de ses qualités. La volonté d'embrasser tous les pans du militantisme retraité — dans sa dimension organisationnelle comme symbolique, dans les logiques d'engagement autant que dans ses relations avec les pouvoirs publics —, si elle est stimulante, n'emporte pas totalement la conviction à la lecture de trois parties qui manquent de liant. L'ambition, juste et nécessaire *a fortiori* pour le cas suisse, d'envisager les niveaux du local, des cantons et de la fédération, conduit à une sélection contestable des organisations étudiées. Pro Senectute est certes la première à apparaître en 1917, mais il ne s'agit pas d'une

¹ Mot construit sur l'expression « t'as mal où », désignant des personnes qui se plaignent souvent d'avoir mal quelque part ou d'être malades.

association de retraités et elle disparaît d'ailleurs à l'issue du premier chapitre. L'ASA, la deuxième organisation faîtière appartenant au CSA avec la FARES, ne fait en revanche pas partie du corpus étudié, ce qui est d'autant plus dommageable qu'elle semble très différente de sa rivale avec, en particulier, un public plus jeune, plus souvent issu des classes moyennes et « de droite ». Aussi peut-on se demander si son intégration n'aurait pas sensiblement modifié les conclusions de la recherche. Il n'en demeure pas moins que le livre d'Alexandre Lambelet constitue une contribution importante et originale à la compréhension d'un engagement jusque-là négligé par les sciences sociales.

Référence

Viriot Durandal, J.-P., 2003. *Le pouvoir gris. Sociologie de groupes de pression de retraités*. PUF, Paris.

Isabelle Sommier
*Centre européen de sociologie et de science politique de la Sorbonne (CESSP),
 UMR 8209 CNRS–EHESS–Université Paris 1 Panthéon Sorbonne,
 14, rue Cujas, 75005 Paris, France*
 Adresse e-mail : Isabelle.Sommier@univ-paris1.fr

Disponible sur Internet le 17 juillet 2015

<http://dx.doi.org/10.1016/j.socotra.2015.06.011>

Aux origines du libre-service. *Progressive Grocer* (1922-1959), F. Cochoy. *Le Bord de l'eau, Lormont* (2014). 344 pp.

Peu nombreux sont les chercheurs, en France, qui s'intéressent au commerce alimentaire, à sa distribution, à ses usages sociaux et à ses innovations. Ce nouveau livre de Franck Cochoy est consacré à l'histoire du libre-service aux États-Unis, analysée à partir d'une source originale, la revue *Progressive Grocer*. Fondée en 1922 par un couple du Massachussetts, celle-ci va soutenir et promouvoir la modernisation des petites épiceries indépendantes face aux chaînes. Elle s'adresse dès le début à plus de 50 000 détaillants, mais aussi à des annonceurs et des entreprises qui commercialisent les équipements et les fournitures. Partant d'une analyse du texte d'un point de vue revendiqué comme « médial » — consistant à « adopter le point de vue d'un média pour suivre l'action du point de vue du regard que ce média offre à un ensemble d'acteurs sur la réalité » (p. 31) —, l'auteur s'emploie à démontrer la thèse suivante : non seulement le petit commerce de détail n'a pas disparu mais, bien au contraire, il va participer activement, au cours de cette période, à l'avènement du libre-service, relativisant ainsi l'influence des chaînes, lesquelles d'ailleurs en 1930 ne dépassent guère les 57 000 magasins pour 250 000 épiceries indépendantes (p. 15). Bien que cette source soit relativement mineure par rapport aux données existantes, F. Cochoy décide de la choisir comme témoignage d'une époque et révélateur d'un discours stratégique. Les spécialistes d'une « épicerie progressiste » vont en effet tenter pendant ces trente-trois années de refaçonner l'espace de la distribution et la circulation des consommateurs, en introduisant un grand nombre d'équipements, allant des étagères aux chariots en passant par les caisses, réfrigérateurs, meubles-présentoirs, etc. Accordant une place importante à la « performativité du texte », l'auteur fait aussi la part belle à ses composantes visuelles que sont les *cartoons*, les publicités, les dessins humoristiques, les photographies de maquettes, etc.